



# Liban : tribune de M. Bernard Kouchner parue dans al-Hayat et l'Orient le Jour (4 juillet 2007)

## L'urgence du dialogue

Les Libanais et leurs amis sont inquiets : l'Etat du cèdre se trouve de nouveau au bord du gouffre.

Voilà le Liban déjà durement touché par la guerre l'été dernier, frappé aujourd'hui par des attentats, un jour contre un député, un autre contre la Finul, cible d'actions de déstabilisation menées par des extrémistes comme le Fatah el islam, et réduit une fois de plus à être le jouet de forces et d'ambitions extérieures.

Le voyage que j'ai effectué à Beyrouth pour exprimer la solidarité de la France et du Président de la République à tous les Libanais, m'a permis de mesurer la gravité de la crise et l'ampleur des antagonismes.

Dans ce pays où, même durant les années de guerre, les canaux de communication entre les diverses factions, les diverses communautés ont continué de fonctionner, les fils du dialogue sont aujourd'hui rompus. Deux blocs sont en présence et ne se parlent plus, sur des enjeux pourtant fondamentaux et urgents.

Le Liban doit retrouver un Etat et des institutions. Le Parlement ne siège plus, le Président est contesté et la communauté la plus nombreuse n'est pas représentée au sein du gouvernement.

Il faut renouer avec un cycle vertueux. D'ici moins de cent jours, les Libanais devront s'être dotés d'un nouveau Président de la République. Le choix du chef de l'Etat par le Parlement constitue une échéance majeure et une occasion non de se déchirer mais de rebondir. De toutes parts, nous entendons les Libanais émettre le souhait de voir élu à Baabda un Président synonyme d'autorité politique et morale, en mesure de représenter et de rassembler tout les libanais, sans exclusive.

Aussi centrale soit-elle, l'échéance présidentielle ne constitue pas le seul élément sur lequel nos amis libanais devront s'entendre, sous peine de voir leur pays s'enfoncer un peu plus encore dans la crise. L'élargissement du gouvernement aux partis et aux composantes du pays qui en sont aujourd'hui absents, l'élaboration d'une nouvelle loi électorale, l'élection d'une nouvelle assemblée... toutes ces perspectives sont évoquées par les uns ou les autres : autant de points d'achoppement que devront surmonter sans tarder les éléments d'un compromis global. Chaque partie, tout en faisant les concessions nécessaires à l'autre, devra pouvoir y sauver ce qui pour elle constitue l'essentiel.

Une chose doit être claire : c'est aux Libanais, et à eux seuls, de reprendre le dialogue et de le conduire à son terme. Trop longtemps, leur pays a souffert des « guerres des autres », pour qu'une quelconque partie extérieure se substitue aujourd'hui à eux dans l'élaboration de l'indispensable compromis.

En revanche, ce que peut - ce que doit - faire un pays comme la France, c'est aider les Libanais à renouer les fils de ce dialogue. C'est pourquoi nous avons pris l'initiative d'inviter des représentants de l'ensemble des forces politiques associées au dialogue national initié en 2006 à se réunir d'ici deux semaines à la Celle St Cloud, en compagnie de quelques personnalités de la société civile. Face aux attentes que peut soulever une initiative de ce type, précisons qu'il ne s'agit de convoquer ni une conférence régionale ou internationale, comme le Liban en a tant connu, ni de se substituer au dialogue national.

Ce que la France propose, et c'est déjà ambitieux, c'est de réunir à une même table des acteurs politiques qui ne se parlent plus, sans agenda contraignant mais de manière à ce que soient évoquées librement, sans faux-semblants, les questions centrales et concrètes liées au renforcement de leur Etat et de leurs institutions. En proposant ainsi d'accueillir ce qui doit constituer une première étape, la France se veut l'amie du Liban et de toutes les communautés libanaises. Solidaires de l'Etat libanais, de son gouvernement et de ses autorités légitimes, nous sommes appréciés en même temps, j'ai pu le constater depuis 30 ans, par l'ensemble des parties de ce pays comme un acteur de bonne foi, tenant à tous le même langage de clarté et de vérité. Tous connaissent et reconnaissent notre attachement au symbole que représente le Liban et aux cadres de ses institutions, notamment au document d'entente nationale de Taef.

Si à terme un vainqueur doit émerger du marasme actuel, c'est l'Etat du cèdre, pluriel mais uni. Et en même temps, c'est l'ensemble de la région, déjà traversée par tant de tensions, qui doit se sentir concernée. La reprise du dialogue entre les Libanais, le renforcement de leur Etat et de leurs institutions, n'ont pas vocation à se faire au détriment des « autres ». Au contraire : le Proche-Orient d'aujourd'hui et la résolution de ses conflits ont tout à gagner du renforcement des Etats. Au regard de ce qu'incarne le « Liban-message », modèle de pluralisme et de coexistence des communautés et des religions,

cet impératif de dialogue nous intéresse tous./.